

Bonne et heureuse année 2025
à toutes et tous !

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 06/01/24

Le Petit-Quevilly

Exposition

Exposition Petit-Quevilly, capitale française de la fermeture éclair 1924-1989 jusqu'au 18 janvier à la médiathèque François-Truffaut.

À VENIR

Théâtre : Comment avouer son amour quand on ne sait pas le mot pour le dire ?

114 Cie de Nicolas Petisoff, Denis Malard. Comment avouer son amour quand on ne sait pas le mot pour le dire ? du 09 au 10 janvier au théâtre de la Foudre. Tarifs, infos, billetterie : cdn-normandierouen.fr

Paris-Normandie

Football – Coupe de France (16e de finale) : la date et l'horaire de QRM-Angers dévoilés

La programmation des 16es de finale de la Coupe de France a été dévoilée ce lundi 23 décembre 2024. Comme attendu, QRM défiera Angers le mercredi 15 janvier 2025 à 20 h 45.



Quevillais et Angevins se donnent rendez-vous au 15 janvier 2025 - Philippe LE BRECH

Par Clément Lesage

Publié: 23 Décembre 2024 à 17h42

Seul rescapé seinomarin en Coupe de France après les éliminations du HAC et du FCR au stade des 32e de finale, QRM a appris l'identité de son futur adversaire hier soir à l'occasion d'un tirage au sort qui s'est déroulé juste avant le choc opposant Lensois et Parisiens.

Il s'agit d'Angers, pensionnaire de Ligue 1.

Un rendez-vous en milieu de semaine

Au lendemain de leur victoire contre Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (N3, 2-0), les Léopards ont appris la date et l'heure du rendez-vous. Ce sera le mercredi 15 janvier à 20 h 45 sur la pelouse du stade Robert-Diochon. *« Recevoir à domicile est une bonne chose pour nous et nos supporters. Nous évitons un déplacement qui nous aurait fait perdre de l'énergie dans une semaine à trois matchs, avait anticipé David Carré juste après le tirage au sort. Il nous faudra des forces pour gagner même si j'estime avoir un groupe taillé pour bien figurer que cela soit en championnat comme en Coupe. »*

Paris-Normandie

Métropole de Rouen : bientôt des prévisions météo fines pour anticiper les aléas climatiques

La Métropole Rouen Normandie, avec d'autres collectivités, veut se doter d'un service météo pour anticiper sur les crues, les pluies torrentielles et autres aléas climatiques. Elle vient de lancer un appel d'offres.



Mieux prévoir l'ampleur des débordements de la Seine sera l'une des ambitions d'un nouveau service dont veut se doter la Métropole - Photo archives Stéphanie Péron

Par Benoît Marin-Curtoud

Publié: 5 Janvier 2025 à 12h05

Une fusée à deux étages – ou, c'est plus approprié, un ballon-sonde à deux nacelles – c'est une partie de la stratégie de la [Métropole Rouen Normandie](#) pour anticiper sur les changements climatiques et surtout sur les événements violents qui peuvent en découler.

En novembre dernier, notamment pour suivre finement les îlots de chaleur en milieu urbain, le conseil métropolitain avait voté [l'acquisition d'un réseau de mini-stations météo](#). En complément, la collectivité vient de lancer un appel d'offres pour s'offrir les services d'une plateforme internet capable d'émettre des bulletins d'alerte et des infos météo 24 heures sur 24.

Pour mieux anticiper les crises

La Métropole veut pouvoir disposer de ces services capables de l'alerter – en sus des bulletins de Météo France – en cas d'événement particulier afin de permettre « *la gestion des risques liés à la viabilité hivernale, la planification des travaux et aux risques d'inondation (par ruissellement des eaux pluviales et débordement des cours d'eau). De plus, elles permettent également une alerte concernant les tempêtes (vent, orage, foudre)* ».

Les informations et analyses de ce nouveau service – auquel participent aussi les syndicats de bassins versants Cailly-Aubette-Robec et Austreberthe et Saffimbec, sans oublier la [communauté d'agglomération Seine-Eure](#) – serviront aux services métropolitains pour gérer les aléas météo et leurs conséquences. À tout moment, la Métropole veut aussi pouvoir joindre un prévisionniste pour aller plus loin dans l'analyse des informations.

Les prévisions de cette plateforme internet, à trois heures, à 24 heures et à moyen terme de 3 à 9 jours, permettront par exemple de projeter les sableuses en amont d'un épisode de

verglas, serviront à anticiper sur des fermetures de voiries en cas de crues exceptionnelles, etc.

Toutes les données et analyses seront intégrées à cette plateforme à l'accès réservé à environ 200 agents. En cas d'alerte, le site internet devra être en capacité d'expédier automatiquement aux principaux services concernés les informations permettant de mieux gérer les crises.

Paris-Normandie

La grippe contraint les hôpitaux à s'adapter

Dorothee Brimont – Publié le 06/01/2025



Les urgences des hôpitaux normands sont confrontées à un afflux de patients. En cause, la grippe qui fait rage dans la région depuis quatre semaines. Photo d'illustration de Stéphanie Péron

Alors que l'épidémie de grippe fait rage en Normandie depuis plus de quatre semaines, sa virulence a contraint deux centres hospitaliers à déclencher leur plan blanc. Le virus touche toutes les catégories de la population et plus particulièrement les plus de 65 ans.

Personne n'y échappe ! Depuis quatre semaines, plus exactement le 11 décembre 2024, la Normandie est en phase épidémique du virus de la grippe. Ça a été l'une des premières régions où le virus a circulé à forte intensité. Celui-ci touche toutes les catégories de la population et notamment les plus de 65 ans chez qui une hausse des hospitalisations et des décès a été constatée la semaine suivant Noël. En décembre, les services de santé constataient déjà un grand retard dans la vaccination. « C'est pourtant le premier geste barrière. C'est l'une des années les plus mauvaises en termes de vaccination. Alors que cela protège dans 60 % des cas. 60 %, ce n'est pas 0 », peste Laure Lefebvre, médecin généraliste à Louviers.

La semaine dernière, la situation a été critique et les personnels soignants ont eu bien du mal à faire face à la hausse des hospitalisations. Une hausse nettement plus importante que celle de l'année dernière, précise l'Agence régionale de santé. Parmi les départements les plus impactés en France, la Seine-Maritime, où le taux d'incidence des infections respiratoires aiguës (Covid 19, grippe et autres virus respiratoires) a atteint 1 274 cas pour 100 000 habitants la semaine précédant Noël.

Les hôpitaux en surcharge

Le manque de personnels soignants a contraint deux centres hospitaliers à déclencher leur plan blanc pour contenir l'afflux de patients. C'est le cas du GHT Caux Maritime (Groupement Hospitalier de Territoire Caux Maritime) en Seine-Maritime et du CH de Lisieux

dans le Calvados. À Dieppe, l'hôpital a accueilli pas moins de 75 patients dans la journée du 30 décembre 2024, contre une cinquantaine habituellement. Le déclenchement du plan blanc a permis de libérer 18 lits supplémentaires.

L'importance des gestes barrières

En ville, les médecins sont également très sollicités. « C'est un des virus de l'hiver qui donne le plus de fièvre. On monte facilement au-dessus de 40° pendant plusieurs jours. C'est un des rares virus qui couche vraiment les patients », explique la médecin de Louviers. « Ça dure entre 8 et 10 jours. C'est assez impressionnant. » La professionnelle conseille de consulter « au-delà de trois jours de fièvre ou en cas de complication ». Comme une détresse respiratoire, une douleur persistante à la poitrine, un sifflement... Le remède : « du repos, s'hydrater et du paracétamol. » Pourtant les consultations en ville ont bondi, « notamment pour les arrêts maladie. C'est le principal motif pour les adultes. »

« J'ai l'impression que les gens ont oublié les gestes barrières. Je ne sais pas pourquoi ils ne les appliquent pas », sermonne Laure Lefebvre. Ce sont pourtant les mêmes que pour le Covid : porter un masque dans les lieux clos ou fréquentés, se laver régulièrement les mains ou utiliser une solution de lavage hydroalcoolique, aérer régulièrement les pièces et lieux de vie au moins 10 minutes tous les jours, tousser ou éternuer dans son coude ou un mouchoir à usage unique...

Pour désengorger les urgences

Dans ce contexte, afin de limiter la surcharge des urgences, l'ARS Normandie rappelle qu'avant de se déplacer aux urgences, le premier réflexe est d'appeler en priorité son médecin traitant. S'il n'est pas disponible, il est préconisé de consulter la carte des lieux de soins sur le site internet de l'ARS Normandie. Si aucune offre n'est disponible, il faut alors appeler le 15 avant d'aller aux urgences.

Paris-Normandie

Démographie : la ville gagne enfin de nouveaux habitants

Cécile Frangne - 04/01/2025



La sortie de terre du quartier Flaubert devrait servir de «soupape de sécurité» pour les populations souhaitant s'installer à Rouen Photo Boris Maslard

Avec 117 853 habitants selon les derniers chiffres de l'Insee, Rouen voit sa population croître depuis 2016 d'environ 1000 habitants par an. Une «inversion de la courbe» qui montre que «Rouen est devenue une ville attractive» selon l'un de ses élus.

C'est une donnée attendue avec impatience chaque année par les communes : les chiffres du recensement de la population ont été publiés fin décembre 2024 par l'Insee pour la période allant de 2016 à 2022.

« Inversion de la courbe »

Avec 117 853 habitants au 1er janvier 2022, Rouen reste à la deuxième place des villes les plus peuplées de Normandie, loin derrière Le Havre et ses 168 329 âmes. Mais contrairement à la cité portuaire - qui a vu sa population baisser de 4440 personnes depuis 2016, la capitale normande ne cesse de gagner des habitants depuis la même date (+6 200 habitants, soit 1036 arrivées par an en moyenne).

«C'est une véritable inversion de la courbe, puisque avant 2016, Rouen perdait près de 300 habitants par an en moyenne, se félicite Abdelkrim Marchani, conseiller municipal et vice-président de la Métropole en charge notamment de l'économie et de l'attractivité du territoire. La dynamique est d'autant plus positive que la progression s'est accélérée depuis 2021».

«Jusqu'à présent, on constatait plutôt un phénomène de périurbanisation entraînant une fuite de population depuis la ville centre (Rouen) vers les communes alentours, analyse Christian Camesella, chef du service études et diffusion de l'Insee Normandie. Désormais, si les communes au nord (Mont-Saint-Aignan, Isneauville) et sur le plateau est (Saint-Jacques-sur-Darnétal) continuent de croître, Rouen tire également son épingle du jeu.

Une ville attractive ?

Une croissance démographique «due à un solde naturel positif : à l'inverse du reste de la Normandie, Rouen et sa métropole comptabilisent plus de naissances que de décès, détaille Christian Camesella. Mais son solde migratoire, à savoir la différence entre les entrées et les sorties du territoire, est également reparti à la hausse». Si les naissances pèsent pour plus de

trois quarts de la croissance de la population à l'échelle de la Métropole, le partage est plus équilibré concernant la commune de Rouen (496 arrivées par an via le solde migratoire, 540 via les naissances).

Pour Arnaud Brennetot, géographe à l'université de Rouen Normandie, le «retour des populations dans le centre coïncide avec les nombreuses opérations de renouvellement urbain et autres constructions immobilières» qui ont vu le jour à Rouen dans les années 2010. C'est le cas notamment de la création du quartier Luciline et de la transformation du quartier des concessionnaires, en attendant la sortie de terre progressive de l'écoquartier Flaubert. «Mais pour que ces logements soient occupés, il faut que la ville attire et que la qualité de vie y soit bonne», affirme Abdelkrim Marchani, qui voit dans ces chiffres la preuve que «Rouen est devenue une ville attractive».

Sur le plan économique, «les marques d'intérêt» de la part de potentiels investisseurs y sont «de plus en plus forte» selon l'élu. Rouen Normandy Invest, l'agence d'attractivité de la Métropole, revendique quant à elle la création de 1600 emplois ces trois dernières années via l'implantation de nouvelles entreprises dans le bassin de vie de la Métropole. « Parce que c'est encore majoritairement pour un job qu'on s'installe sur un territoire», estime Jean-Yves Heyer, son directeur général.

« Soupape de sécurité »

« Son marché de l'emploi reste moins dynamique que d'autres métropoles régionales comme Rennes, relativise Arnaud Brennetot. La Métropole rouennaise fait également partie des grandes villes dont la population augmente le moins au niveau national, aire urbaine incluse». Une faiblesse qui pourrait devenir une force pour faire face aux «enjeux de transition» à venir : « Rouen est encore une ville habitable, où les prix de l'immobilier ne sont pas prohibitifs. Elle possède des friches sur lesquelles elle peut accueillir de nouveaux quartiers, comme l'écoquartier Flaubert, et du foncier industriel, juge le chercheur. C'est une vraie soupape de sécurité pour les populations cherchant à se loger».

Les communes au nord et à l'est de Rouen ont toujours la cote

Les signaux démographiques sont au vert à l'échelle de la Métropole, qui continue de gagner en population (+1800 habitants par an en moyenne). Comme lors des précédents recensements, ce sont les communes les plus importantes des plateaux nord et est de Rouen qui gagnent le plus d'habitants (respectivement +1 240 et +940 habitants pour Mont-Saint-Aignan et Bois-Guillaume par rapport à 2016, +138 habitants en moyenne par an pour Isneauville). Même dynamique pour les communes du plateau est : +71 habitants par an pour Saint-Jacques-sur-Darnétal, +44 pour Saint-Léger-du-Bourg-Denis).

« Au sud de Rouen, on assiste à la stabilisation des populations des communes de la rive gauche, qui était plutôt en croissance entre 2011 et 2015 », pointe Christian Camesella. C'est le cas de Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray – respectivement sixième et septième communes les plus peuplées de Normandie – Le Grand-Quevilly ou encore le **Petit-Quevilly**.

À l'inverse, Canteleu (-24) continue de perdre des habitants, tout comme Cléon (-30), Caudebec-lès-Elbeuf (-24) et Elbeuf (-128) au sud de la Métropole.

France 3 Normandie

Tarif de l'eau : pourquoi votre facture va augmenter si vous habitez dans la Métropole de Rouen ?



[La Métropole Rouen Normandie compte 71 communes de la Seine-Maritime. • © France 3 Normandie/MR](#)

Écrit par [Mathilde Riou](#)

Publié le 06/01/2025 à 07h00

La nouvelle année est arrivée avec son lot d'augmentations. Parmi elles, le tarif de l'eau dans la Métropole de Rouen. Votre facture va afficher un montant plus élevé en 2025 si vous habitez dans ce secteur. On vous explique pourquoi.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

À compter du 1er janvier 2025, l'augmentation des tarifs de l'eau et d'assainissement dans la Métropole de Rouen a été votée. Pourquoi ? Pour financer des travaux de grande ampleur de restauration et d'assainissement des infrastructures. Un changement des redevances de l'[Agence de l'Eau Seine Normandie \(AESN\)](#) explique également cette hausse.

Qui sera concerné ?

Ces ajustements tarifaires affecteront l'ensemble des communes de la Métropole, à l'exception d'Yville-sur-Seine, non raccordée à l'assainissement collectif.

Cette refonte vise, selon la Métropole, à « *rééquilibrer progressivement l'origine des contributions pour moins faire peser la fiscalité de l'eau sur les ménages [...] à dégager de nouveaux moyens pour permettre le déploiement du Plan Eau afin d'accompagner plus vite et plus fortement les territoires et acteurs économiques face à l'urgence climatique* ».

Des augmentations à prévoir jusqu'en 2040

Pour compenser ces coûts, une évolution des tarifs de 1,25 % pour l'eau et de 2,25 % pour l'assainissement sera appliquée.

Jean-Pierre Breugnot, maire de Gouy et vice-président de la Métropole rouennaise en charge de l'eau et de l'assainissement, nous détaille le plan de financement : *"Notre prospective financière a été faite jusqu'en 2040 sur ce qu'il fallait faire pour garantir à la fois une eau délivrée de qualité et un assainissement conformes aux normes. Ces investissements s'élèvent à 701 millions d'euros sur l'assainissement et à 578 millions d'euros sur l'eau potable."*

Il nous précise que : *" nous avons bien une augmentation de cet ordre-là à envisager d'ici 2040"*.

Nouvelles redevances

S'ajoute à ces hausses une réforme des **redevances de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)** impliquant 4 taxes. Celles-ci *« doivent être répercutées sur la facture d'eau des usagers sous forme de contre-valeurs »*, explique la Métropole dans sa délibération du lundi 16 décembre en conseil. Vous trouverez sur votre nouvelle facture le détail de ces taxes concernant notamment la performance des réseaux d'eau potable ou encore des systèmes d'assainissement.

La Métropole propose *« de lisser l'évolution des factures d'eau et d'assainissement »*. En conséquence : une évolution des tarifs 2025 à hauteur de 7,2 % pour l'eau, et de 9,2 % pour l'assainissement.

Quel sera le montant de l'augmentation ?

Pour une facture type de 120 m³ *, l'augmentation à prévoir est de :

- **+ 3,93 % soit 19,37 euros en 2025**
- **+ 2,44 % soit 12,47 euros en 2026**

Soit une augmentation totale de 31,84 euros en moyenne d'ici 2026.

**qui correspond à la facture la plus élevée en 2024 et concerne 75% de la population de la Métropole.*

Une aide financière pour les plus précaires

Pour les foyers les plus précaires, une **aide de 300 000 euros**, modulée en fonction des ressources et des données sociales issues de la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-Maritime, sera mise en place à destination d'environ **6 000 ménages** de la Métropole. Le montant sera en moyenne de **50 euros** par ménage. L'aide devrait être versée au second semestre.

"Cette aide sera versée sous condition de ressources aux ménages propriétaires ou locataires, qu'ils soient directement abonnés au service d'eau (payant effectivement une facture d'eau) ou qu'ils payent leur eau via les charges" explique la Métropole.

Cette aide a pour vocation d'être poursuivie tous les ans : chaque année au moment de la fixation du tarif de l'eau, les critères d'attribution et le montant de cette aide seront recalculés.

L'eau la moins chère de la Seine-Maritime

Si l'on compare ces nouveaux tarifs avec ceux appliqués en Ile-de-France, en Seine Maritime, et dans le reste de la Normandie, la Métropole Rouen Normandie appliquerait selon Jean-Pierre Breugnot les tarifs les moins élevés : "*si on prend le point le plus élevé on est à 2,48 € TTC pour l'eau et à 2.70 € TTC pour l'assainissement alors que sur la Métropole à ce jour on est à 2,21 € TTC pour l'eau et à 1.90 € TTC pour l'assainissement et en 2025, on serait à 2.39 € TTC (eau) et 1.88 € TTC (assainissement)*" précise Jean-Pierre Breugnot.

Le Monde

Une nouvelle version du carnet de santé, pour s'adapter à son époque

Document aussi utile qu'affectif, ce symbole de l'enfance a pris, au fil des décennies, le pli des changements sociétaux et médicaux. Sa nouvelle version, disponible depuis le 1^{er} janvier, contient des recommandations sur l'exposition aux écrans, l'éducation sans violence ou la prévention des troubles sensoriels et du neurodéveloppement.

Par [Elena Vedere](#)

Publié le 03 janvier 2025 à 05h30, modifié le 03 janvier 2025 à 09h54



Photo d'un carnet de santé prise le 20 décembre 2005 dans une crèche de Caen. MYCHELE DANIAU / AFP

Il a parfois changé d'aspect, un peu d'épaisseur, souvent d'intérieur, mais jamais de nature. Parce que ses auteurs, au fil du temps, ont tenté de l'adapter à son époque, [la nouvelle version du carnet de santé, sortie mercredi 1^{er} janvier](#), propose des éclairages sur des questions de société jusque-là non intégrées.

Edictée par la direction générale de la santé à l'aide des nouvelles recommandations émises par un groupe de pédiatres sous l'égide du Haut Conseil de la santé publique, elle actualise les conseils fournis dans la version précédente, qui datait de 2018 et avait inauguré de nouvelles obligations vaccinales et courbes pour le suivi de la croissance. « *C'est devenu un vrai livre de médecine de l'enfant, estime le pédiatre François-Marie Caron. Les exemples donnés sont bien plus fiables que ce que l'on trouve sur Internet.* »

L'une des nouveautés concerne les écrans. Alors que, selon l'enquête Elfe (pour « étude longitudinale française depuis l'enfance ») effectuée par l'Institut national de la statistique et des études économiques en 2022, plus d'un enfant sur trois commence à les utiliser entre 2 ans et 5 ans et demi, l'idée est « *de conseiller au médecin d'aborder cette problématique avec les parents* », explique Fabienne Kochert, secrétaire générale du Conseil national professionnel de pédiatrie (CNPP). Des pages de prévention préconisent de ne pas laisser un enfant de moins de 3 ans dans une pièce avec une tablette, la télévision ou un téléphone, au risque de créer des troubles sur son sommeil, sa vue, et de diminuer son activité physique.

Autre apport : les pages consacrées aux troubles sensoriels et du neurodéveloppement, qui concernent environ 5 % des enfants, selon la Haute Autorité de santé. Afin d'établir un

diagnostic plus tôt, des cases à cocher par les médecins, s'ils décèlent des anomalies, ont été ajoutées. Ces derniers peuvent ensuite rediriger les parents vers une plateforme de coordination et d'orientation, qui organise des bilans et des interventions pour l'enfant sans que sa famille ait à avancer d'argent.

Dans la lignée de la loi du 10 juillet 2019 relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires, qui dispose que « *l'autorité parentale s'exerce sans violences physiques ou psychologiques* », une page est, par ailleurs, consacrée aux conséquences de ces violences, qui consistent à rabaisser son enfant, à lui donner une fessée, à exercer un chantage, etc. « *Ça pourrait provoquer un déclic chez les parents qui y seraient confrontés* », espère Brigitte Virey, première vice-présidente du CNPP.

Généralisé à l'orée de la seconde guerre mondiale

La première expérience de carnet de santé remonte à 1868 et était une initiative privée, qui racontait déjà son époque : alors que la mortalité infantile est très élevée, Jean-Baptiste Fonssagrives, un médecin montpelliérain, publie un livre dans lequel il préconise que « *les mères* » – et elles seules – doivent observer attentivement l'état de santé de leur enfant. Ce carnet doit recueillir toutes les anomalies et être tenu minutieusement, « *comme on écrit ses comptes* », en allant jusqu'à notifier « *la poussée de la vingtième dent* », rappelait l'historienne Catherine Rollet dans l'article « Pour une histoire du carnet de santé de l'enfant : une affaire publique ou privée ? », publié, en 2005, dans la *Revue française des affaires sociales*.

Mais « *peu de familles ont acheté ce carnet, 1 200 environ* », explique Georges Picherot, ancien chef de service de pédiatrie au centre hospitalier universitaire de Nantes. Elles devaient savoir lire, avoir conscience de l'importance du soin et posséder suffisamment de moyens financiers pour se rendre chez le médecin.

C'est à l'orée de la seconde guerre mondiale que le carnet de santé est généralisé. Un décret-loi de 1935 dispose que « *chaque enfant doit être pourvu à sa naissance d'un carnet de croissance délivré gratuitement, qui sera disposé en vue de recevoir les renseignements prévus par le règlement d'administration publique* ». Le modèle officiel devient obligatoire en 1942. De couleur beige, il est enveloppé dans une couverture grise. Comme aujourd'hui, le carnet est doté de courbes de poids et de taille. Des espaces pour suivre la santé jusqu'à l'âge adulte et un rabat permettant de glisser des ordonnances ou résultats d'exams sont également aménagés.

Cette version du carnet reste inchangée jusqu'à la fin des années 1960. Fabienne Kochert possède encore le sien : « *J'ai 60 ans et [il] est tout petit, bleu, avec une couverture cartonnée. Il contient des données sur la naissance et les vaccins.* » Le document passe de 40 à 96 pages et il s'allonge plus encore en 1973 pour atteindre les 104 pages. C'est moins que les 128 dénombrées dans la version de 2025.

Un outil éducatif à destination des jeunes

Sandra Brancato, pédiatre et membre de l'Association française de pédiatrie ambulatoire, dont le carnet de santé « *aura cinquante ans l'année prochaine* », juge néanmoins son

exemplaire « rudimentaire » : « Il est bleu, assez simpliste, avec un examen clinique du poids, de la taille, et des courbes très anciennes. A l'inverse, dans le nouveau, il n'y a presque plus de données à inscrire : il est très centré sur le dépistage, la vaccination, la prévention. »

Si les quelques conseils visaient, par le passé, les parents, c'est dans les années 1990 que le carnet de santé devient un outil éducatif à destination, aussi, des jeunes. Les pages consacrées au déroulement de l'adolescence peuvent alors se révéler utiles pour celles et ceux qui n'osent pas poser de questions – sur la sexualité, par exemple – dans le cadre d'une consultation médicale. Aujourd'hui, « le carnet de santé s'adresse davantage aux adolescents qu'à ses débuts, explique Brigitte Virey. Ce n'est plus seulement un lieu où sont consignées des informations médicales. Il y a la volonté que les personnes se l'approprient. »

L'une des prochaines évolutions pourrait être la dématérialisation du carnet de santé, qui permettrait notamment un suivi vaccinal et épidémiologique plus performant de la population, car mené par voie numérique et à l'échelle nationale. Mais la disparition du format papier pourrait balayer la dimension affective qui le caractérise. Au risque, éventuellement, que parents et enfants s'y attachent moins facilement.